

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	7
SOMMAIRE.....	9
LISTE DES AUTEURS.....	11
INTRODUCTION : L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE ET LE SENS DE LA PARTICIPATION DANS L'UNION EUROPÉENNE.....	13
ANNEXES.....	29

PARTIE 1

FONDEMENTS ET ENJEUX DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE À LA LUMIÈRE DU DROIT CONSTITUTIONNEL COMPARÉ, par Hugues DUMONT et Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI.....	43
I. LES PROCÉDURES D'INITIATIVE POPULAIRE ET LES PÉTITIONS EN DROIT COMPARÉ ET DANS LE DROIT DE L'UNION....	46
A. Les procédures d'initiative populaire et les pétitions en droit comparé	46
B. Le droit d'initiative citoyenne et le droit de pétition dans le droit de l'Union.....	51
II. LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'INITIATIVES POPULAIRES EN DROIT CONSTITUTIONNEL COMPARÉ.....	56
A. Les différents types d'initiative populaire.....	56
B. Les différentes formes d'initiative populaire indirecte.....	60

III. LES RESSEMBLANCES ET LES DIFFÉRENCES ENTRE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE ET LES INITIATIVES POPULAIRES INDIRECTES....	63
A. Les ressemblances entre l'initiative citoyenne européenne et les initiatives populaires indirectes.....	63
B. Les différences entre l'initiative citoyenne européenne et les initiatives populaires indirectes.....	68
IV. LE DROIT COMPARÉ DES INITIATIVES POPULAIRES, SOURCE D'AMÉLIORATIONS SOUHAITABLES DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE.....	80
A. Les pistes de dynamisation possibles.....	80
B. Une dynamisation nécessairement limitée.....	83
CONCLUSION.....	85
L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE ENTRE DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, par Dominique RITLENG.....	87
I. L'ÉTABLISSEMENT DE L'ICE COMME INSTRUMENT DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE.....	91
A. L'ICE ne tend pas à suppléer la démocratie représentative....	92
B. L'ICE vise à conforter la démocratie représentative.....	94
II. L'UTILISATION DE L'ICE VUE COMME INSTRUMENT DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE RIVAL DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE.....	97
A. L'approche défensive de la Commission.....	97
B. Vers une approche plus constructive sous l'impulsion du juge.....	101
INITIATIVE CITOYENNE ET STATUT DE CITOYEN EUROPÉEN, par Anastasia ILIOPOULOU-PENOT.....	105
I. LA CONSTRUCTION DE L'ICE EN TANT QUE DROIT APPARTENANT AU STATUT DE CITOYEN DE L'UNION.....	108
II. LA CONTRIBUTION DE L'ICE À LA LÉGITIMATION DE L'UNION.....	115
THE EUROPEAN CITIZENS' INITIATIVE AND EUROPEAN POLITICAL CITIZENSHIP, par Maximilian CONRAD.....	121
INTRODUCTION.....	121

TABLE DES MATIÈRES	325
I. CONCEPTUAL REMARKS ON CITIZENSHIP.....	123
A. Three Aspects of Citizenship.....	123
B. Citizenship and Democratic Theory.....	124
C. EU Citizenship: Transforming the Link between Citizenship and the State?.....	125
II. THE ECI'S CONTRIBUTION TO EU CITIZENSHIP.....	127
A. The ECI and the Formal-Legal Status of EU Citizenship.....	127
B. The ECI and the Activity of EU Citizenship.....	128
1. The ECI from the Perspective of Participatory Democracy.....	129
2. The ECI from the Perspective of Deliberative Democracy.....	131
C. The ECI and the EU Political Community : Trans- and Postnational Perspectives.....	133
CONCLUDING REMARKS.....	135

PARTIE 2

L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

DANS LE PROCESSUS DÉCISIONNEL DE L'UNION

INITIATIVE CITOYENNE ET ÉQUILIBRE INSTITUTIONNEL, par Laetitia GUILLOUD-COLLIAT.....	141
I. LA DIFFICILE CONCILIATION DE L'ÉQUILIBRE INSTITUTIONNEL EXISTANT AVEC LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INITIATIVE CITOYENNE EFFICACE.....	144
A. La préservation du pouvoir d'initiative de la Commission malgré l'instauration de l'initiative citoyenne.....	145
B. La mainmise de la Commission sur la mise en œuvre du mécanisme.....	148
II. LES PISTES DE RÉFORME ENVISAGEABLES POUR RENFORCER L'EFFICACITÉ DE L'INITIATIVE CITOYENNE.....	153
A. L'encadrement du rôle de la Commission au sein de la procédure d'initiative citoyenne.....	153
B. L'amélioration du traitement des initiatives abouties.....	155

LES EFFETS DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE ET LE CHAMP DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, par Luis BOUZA GARCIA	161
INTRODUCTION.....	161
I. L'HISTOIRE DE L'ARTICLE 11 TUE : UN CLIVAGE SUR LES ENJEUX DE LA RECONNAISSANCE.....	164
II. LES GROUPES D'INTÉRÊT ET LE RÈGLEMENT DE L'ICE.....	166
III. L'ICE ET LES GROUPES D'INTÉRÊT – POURQUOI L'UTILISER ?.....	168
IV. L'ICE ET LA MOBILISATION DES VALEURS EUROPÉENNES DANS LE COMBAT POLITIQUE : LE CAS DE SIX INITIATIVES RÉCENTES	170
CONCLUSION	173
 L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE ET LE PARLEMENT EUROPÉEN, par Joëlle VALLET-PAMART.....	 175
I. LE RÔLE PRIMORDIAL DU PARLEMENT EUROPÉEN DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE	177
A. L'initiative du Parlement européen selon l'article 45 du règlement intérieur	178
1. Le rapport Kaufmann.....	178
2. La seconde initiative du Parlement européen : le rapport <i>György Schöpflin</i>	181
B. L'initiative du Parlement européen selon l'article 46 du règlement intérieur	183
II. LE RÔLE EN DEMI-TEINTE DU PARLEMENT EUROPÉEN EN PRATIQUE	190
A. Points de comparaison entre la proposition de la Commission et le rapport Schöpflin concomitant.....	191
B. Le troisième rapport Schöpflin.....	193
1. Le calendrier parlementaire concernant l'examen de la proposition de la Commission	193
2. Les points principaux du troisième rapport <i>Schöpflin</i>	194
3. Les incertitudes quant au texte qui sera finalement adopté.....	197

PARTIE 3

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

INITIATIVE CITOYENNE ET LIMITES DES COMPÉTENCES DE L'UNION EUROPÉENNE, par Valérie MICHEL	205
I. CONTRAINTE RELATIVE	207
A. Une contrainte logique.....	207
B. Une appréciation ambivalente	212
II. INSERTION RELATIVE DANS LE SYSTÈME EUROPÉEN.....	217
A. Une initiative comme les autres.....	217
B. Une analyse particulière de la Commission.....	220
LES PRATIQUES PARTICIPATIVES À L'ÉPREUVE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL : LA RÉSISTIBLE RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION DE L'ICE, par Marie DUFRASNE	225
I. L'HORIZON DES ATTENTES SUR LA PARTICIPATION	226
A. Les discours institutionnels génèrent des attentes.....	228
B. Les normativités citoyennes de la participation.....	231
C. La participation : partenariat ou rapport de force	238
II. L'APPROPRIATION DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE L'ICE	244
A. Des pratiques éprouvées : les difficultés rencontrées par les acteurs.....	246
1. L'ignorance de l'existence de ce mécanisme et ses maladies de jeunesse	247
2. La technique	249
3. Les procédures et la réglementation de l'ICE	255
4. Les langues et les cultures nationales	264
5. La permanence de l'effort : les moyens humains et financiers, le timing.....	267

B. Les critiques d'une participation stérile.....	271
1. Faire peu de cas de la participation	272
2. Des réponses et un suivi inconsistants.....	276
3. Des critiques qui ont tardé à être prises en compte	281
 LE CONTRÔLE DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE, par Freya CLAUSEN	 285
I. UNE PRÉSERVATION CONTRASTÉE DE L'EFFECTIVITÉ DE L'INITIATIVE CITOYENNE AU STADE DU CONTRÔLE DES DÉCISIONS LIÉES À L'ENREGISTREMENT	 288
A. Un contrôle mis au service de l'effectivité du droit de déposer une initiative citoyenne : le contrôle des décisions de refus d'enregistrement.....	 289
1. Un contrôle réel et effectif des décisions de refus d'enregistrement	 290
2. Un contrôle appuyé d'une responsabilisation des organismes.....	 294
B. Un flou préjudiciable à l'effectivité du droit de déposer une initiative citoyenne : les incertitudes du contrôle des décisions d'enregistrement	 299
1. Une jurisprudence contrastée quant à la nature attaquable des décisions d'enregistrement.....	 300
2. Une lacune regrettable de protection juridictionnelle des organismes	 303
II. L'ENCADREMENT RAISONNABLE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE D'INITIATIVE DE LA COMMISSION AU STADE DU CONTRÔLE DES COMMUNICATIONS.....	 307
A. La valorisation de l'essence démocratique de l'initiative citoyenne par l'admission de la recevabilité du recours en annulation d'une communication	 308
1. Une recevabilité questionnée eu égard au pouvoir discrétionnaire de la Commission en matière d'initiative	 308

2. Une recevabilité consacrée eu égard au risque d'arbitraire de la Commission et à la promotion de l'effectivité de l'initiative	310
B. La préservation de l'essence politique du pouvoir d'initiative de la Commission par la restriction du contrôle de légalité d'une communication.....	314
1. L'extension du champ du contrôle dans l'intérêt de la protection juridictionnelle effective des organisateurs de l'initiative citoyenne.....	314
2. La modulation de l'intensité du contrôle aux fins d'un encadrement raisonnable du pouvoir d'initiative discrétionnaire de la Commission.....	316